

## *Congrès AFSP Toulouse 2007*

### **Table ronde 5** **« Les résistances à l'intégration européenne »** *Session 2*

**HEINE Sophie (Université Libre de Bruxelles)**  
**sheine@ulb.ac.be**

#### ***Les résistances altermondialistes à l'Union Européenne: Analyse comparative des idéologies d'Attac-France et d'Attac-Allemagne***

##### ***Résumé***

*Dans cet article, nous comparons les critiques contre l'Union européenne émises par Attac-France et Attac-Allemagne et leurs idéologies sous-jacentes. Les notions d'idéologies et d'intellectuels seront d'abord définies en s'appuyant sur la pensée d'Antonio Gramsci et sur son approche du rapport entre phénomènes matériels et idéels ainsi qu'entre structures et acteurs. Les arguments principaux des deux organisations seront ensuite confrontés en en dégagant trois dimensions essentielles: la dimension socio-économique (leur rapport au capitalisme), la dimension politique (leur vision de la démocratie) et la dimension identitaire (le cadre identitaire dans lequel leurs critiques sont formulées). Pour terminer, nous tenterons de tirer certaines conclusions sur le contenu de ces critiques et des idéologies sur lesquelles elles reposent et d'avancer, à partir de cette comparaison, des éléments d'explication de cette forme de résistance à l'intégration européenne.*

##### ***Introduction***

Il est devenu courant de constater la montée sensible du mécontentement populaire face à l'intégration européenne depuis le début des années 1990. Celui-ci s'est traduit par une importance croissante de partis et courants dits « eurosceptiques » et a donné naissance à toute une littérature académique sur ce sujet. Une grande partie de ces études se concentre sur l'analyse des partis politiques exprimant un rejet de l'Union européenne (Taggart et Szczerbiak, 2004; Taggart et Szczerbiak, 2003 ; Kopecky et Mudde, 2002). D'autres analyses traitent davantage de l'évolution des opinions publiques envers le processus d'intégration (Grunberg, 2007). D'autres encore envisagent les résistances à l'intégration européenne dans une approche socio-historique macrosociologique (Bartolini, 2005).

Dans cette contribution, nous voudrions combler ce qui nous semble être un vide dans cette littérature en nous concentrant sur l'analyse de mouvements sociaux exprimant un rejet de l'intégration européenne actuelle et plus particulièrement, sur les critiques exprimées par le mouvement altermondialiste « Attac »<sup>1</sup> en France et en Allemagne.

Cet article vise à apporter une contribution à l'étude des résistances à l'intégration européenne, non seulement par le choix des acteurs étudiés, mais aussi par l'angle d'approche

---

<sup>1</sup> « Association pour une Taxation des Transactions Financières et pour l'Aide au Citoyen »

adopté. Alors que beaucoup d'études sur les mouvements sociaux analysent ceux-ci avant tout dans une perspective de sociologie politique, traitant surtout des modes de mobilisation de ces mouvements, et alors que de nombreux écrits sur l'euro-scepticisme partisan s'intéressent aux raisons poussant les partis à critiquer l'Europe et restent très lapidaires sur le contenu même de ces critiques, nous voudrions plutôt nous focaliser dans cet article sur la dimension idéologique de ces mouvements et plus spécifiquement sur les conceptions plus générales sous-tendant leur critique contre la construction européenne actuelle.

Nous allons pour cela comparer le contenu des critiques sur l'intégration européenne émises par Attac-France et Attac-Allemagne, et leurs idéologies sous-jacentes. Avant de commencer ce travail, il nous semble nécessaire de préciser deux notions essentielles dans cet article, celles d'idéologies et d'intellectuels. Pour cela, nous nous appuyerons sur l'apport d'Antonio Gramsci et sur sa vision du rapport entre phénomènes matériels et idéels ainsi qu'entre structures et acteurs. Ensuite, nous comparerons les arguments principaux des deux organisations, en faisant ressortir surtout trois dimensions essentielles dans ceux-ci : socio-économique (le rapport au capitalisme), politique (la vision de la démocratie) et identitaire (le cadre identitaire dans lequel ces critiques sont formulées). Nous tenterons pour terminer de tirer certaines conclusions sur le contenu de ces critiques et des idéologies sur lesquelles elles reposent et d'avancer des éléments d'explication de cette forme de résistance à l'intégration européenne à partir de cette comparaison.

### ***Une approche gramscienne de l'idéologie et des intellectuels***

L'approche gramscienne des idéologies et du rôle des intellectuels permet de comprendre l'utilité d'une analyse des conceptions idéologiques altermondialistes françaises et allemandes sur l'Union européenne.

Rappelons brièvement les grands traits de la pensée gramscienne.

Gramsci a profondément infléchi la pensée marxiste orthodoxe, fortement matérialiste, dans un sens plus favorable à l'étude des idées. Mais il reprend tout de même de la vision marxiste le poids déterminant accordé aux structures socio-économiques pour comprendre les évolutions sociales.

Le philosophe italien adhère en effet à la vision marxiste selon laquelle les évolutions de « l'infrastructure » – composée des liens entre « forces productives » et « rapports de production » et dans laquelle se produit l'exploitation de la force de travail – sont déterminantes pour comprendre ce qui se passe dans la « superstructure » – les idéologies, les institutions politiques, le droit et les religions.

Il considère donc qu'il y a un rapport nécessaire entre la superstructure et l'infrastructure et en particulier, entre les structures matérielles et les idées : « *les idéologies n'engendrent pas d'idéologies, les superstructures ne créent pas des superstructures* » (cité dans Piotte, 1983, 1970). Il affirme ainsi dans ses « Cahiers de Prison » que « *la structure et les superstructures forment un 'bloc historique', c'est-à-dire que l'ensemble complexe, contradictoire et discordant des superstructures est le reflet de l'ensemble des rapports sociaux de production* ». Dès lors, « *les forces matérielles sont le contenu et les idéologies, la forme* ». (Ricci, 1977, 193 et 208).

Toutefois, la grande innovation de Gramsci par rapport à la tradition marxiste est d'avoir pris au sérieux les idées, en considérant qu'elles ne découlent pas de manière déterministe de l'infrastructure. Comme Marx, il pense que la lutte des classes se déploie dans la société civile

(le « théâtre de l'histoire ») mais à l'inverse du philosophe allemand, il range celle-ci dans la superstructure et non dans l'infrastructure, car il considère que les luttes idéologiques sont centrales dans ces luttes sociales. Pour lui, un élément fondamental de la société civile réside dans les oppositions entre les idéologies et entre les organisations qui les portent. C'est là que s'affrontent les classes sociales. Plus précisément, c'est au sein de la société civile que la classe économiquement dominante exerce son « hégémonie » sur les autres classes sociales afin d'obtenir leur consentement à sa direction de la société. L'importance des idées se voit ici à travers le fait que l'idéologie dominante ne peut s'imposer que parce qu'elle repose au moins en partie sur la persuasion. Elle ne peut pas être imposée seulement par la force.

Et c'est aussi au sein de la société civile que les classes dominées – pour Gramsci, il s'agit du prolétariat – lutteront contre la bourgeoisie pour développer une « conscience de soi » autonome et tenter de diffuser leur propre hégémonie dans la société (Piotte, 1970, 124). C'est en effet dans la société civile et à travers les idéologies que les classes prennent conscience des évolutions structurelles matérielles et du rôle qu'elles peuvent y jouer librement, c'est là que se réalise le passage de l'« objectif au subjectif » ou de la « nécessité à la liberté » : « *La structure, de force extérieure qui écrase l'homme, l'assimile à elle et le rend passif, se transforme en moyen de liberté, en instrument pour créer une nouvelle forme éthique-politique, et génératrice de nouvelles initiatives* »<sup>2</sup>. (Ricci, 1977, 194)

L'analyse des intellectuels développée par Gramsci découle de son interprétation des rapports entre infrastructure et superstructure.

Selon lui, les actions et productions des intellectuels sont liées à leur place dans les rapports sociaux, ceux-ci n'étant pas détachés des réalités infrastructurelles. Ainsi, celui qu'il nomme « l'intellectuel organique » exprime la vision du monde de la classe sociale à laquelle il est relié, qui elle-même découle des rapports de production. Il est donc défini par la place et la fonction qu'il occupe dans l'ensemble des rapports sociaux.

Plus précisément, les intellectuels remplissent la fonction de donner une homogénéité et une conscience à la classe sociale à laquelle ils sont reliés, qui est pour Gramsci le prolétariat ou la bourgeoisie : « *Chaque groupe social, naissant sur le terrain originel d'une fonction essentielle dans le monde de la production économique, crée en même temps que lui, organiquement, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui donnent son homogénéité et la conscience de sa propre fonction, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique* ». (Tosel, 1983, 142)

L'intellectuel tentera d'homogénéiser la conception du monde de la classe à laquelle il est organiquement relié par ses fonctions économique, « hégémonique » (à travers les organisations culturelles) et d'« organisateur de la coercition » (dans l'appareil d'Etat). Les intellectuels ne sont donc pas seulement les individus qui accomplissent un pur travail de l'esprit. Sur base des différentes fonctions qu'ils remplissent, il peut en exister quatre types, allant des moins importants aux plus importants (qui sont les plus liés aux classes dominantes) : chercheur, éducateur, organisateur d'hégémonie et organisateur de coercition. (Piotte, 1970, 29)

---

<sup>2</sup> Pour réconcilier le poids structurant des évolutions matérielles et la dimension de liberté que contient l'idéologie, Gramsci se réfère souvent à un passage de Marx dans la « Critique de l'économie politique » : « *Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles (...). Mais il y a aussi les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques, philosophiques, bref les formes idéologiques, dans lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit (celui des rapports de production) et le poussent jusqu'au bout* » (Piotte, 1970, 24).

Chez Gramsci, l'impact de l'infrastructure sur les intellectuels se voit aussi dans le fait que leur capacité de diffusion idéologique sera plus forte s'ils sont reliés aux classes sociales dominantes. En temps normal –en période non révolutionnaire–, l'idéologie principale de la société est celle de la classe dominante, qu'elle arrive à imposer surtout grâce au contrôle qu'elle exerce sur les leviers de l'Etat (dans la « société politique ») et sur les instruments culturels au sens large (dans la « société civile »). Les intellectuels liés à la classe dominante agissent dans ces deux sphères respectivement à travers les fonctions de « domination directe » et d'« hégémonie », qui permettent de diffuser, par la contrainte et par la persuasion, l'idéologie dominante au sein des classes dominées (Tosel, 1983, 147). Gramsci s'appuie ici sur Marx: « *Que démontre l'histoire des idées, si ce n'est que la production intellectuelle se transforme avec la production matérielle ? Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante* » (Marx, 1973, 78)

Les classes dominées doivent quant à elles développer leur propre idéologie. Pour cela, elles doivent d'abord développer une bonne connaissance des idées et de l'organisation des intellectuels de la classe dominante et ensuite élaborer et diffuser leurs propres conceptions idéologiques. Pour cela, une avant-garde d'intellectuels est indispensable : « *Auto-conscience critique signifie historiquement et politiquement création d'une élite d'intellectuels: une masse humaine ne se 'distingue' pas et ne devient pas indépendante 'd'elle-même', sans s'organiser (au sens large), et il n'y a pas d'organisation sans intellectuels, c'est-à-dire sans organisateurs et sans dirigeants* » (cité dans Piotte, 1970, 131-132).

Même s'il met en évidence la grande influence des rapports sociaux et économiques généraux sur les intellectuels, Gramsci estime cependant que ceux-ci jouissent d'une certaine liberté d'action. Si changer les structures sociales ne se fait pas selon lui sans conflits objectifs, nécessaires, cela ne peut se faire non plus sans la conscience et la volonté de résoudre ces conflits. Or, cette prise de conscience et cette volonté sont le fruit du travail des intellectuels. Dès lors, il ne peut y avoir de transformation sociale sans action autonome des intellectuels. Etre conscient des rapports socio-économiques objectifs est déjà un premier pas dans leur transformation : « *Les rapports nécessaires eux-mêmes, dans la mesure où ils sont connus dans leur nécessité, changent d'aspect et d'importance. En ce sens, la connaissance est pouvoir* » (cité dans Piotte, 1970, 24).

La relative autonomie des intellectuels, le fait qu'ils soient à la fois déterminés par la structure sociale et dotés d'une certaine liberté d'action, a une influence sur la manière dont ils sont liés à leur classe sociale : le lien organique qu'ils entretiennent avec une classe sociale ne signifie pas qu'ils sont « englués » dans celle-ci mais qu'ils y sont simplement « reliés ». Ils conservent donc une certaine autonomie par rapport à elle.

Comment la vision gramscienne de l'idéologie et des intellectuels peut-elle nous servir dans notre analyse des critiques altermondialistes contre l'intégration européenne ?

Précisons d'emblée que la conception de Gramsci, historiquement déterminée, ne peut être appliquée telle quelle à des mouvements sociaux contemporains. Ceux-ci n'utilisent en effet que rarement des notions telles que « classe sociale », « prolétariat » ou « bourgeoisie ». Les altermondialistes en particulier se posent moins en défenseurs des « prolétaires » face aux « bourgeois » ou « capitalistes », qu'en porte-paroles des citoyens du nord et du sud, considérés comme victimes de la « mondialisation néolibérale ». Les antagonismes sociaux perçus sont donc moins claires que chez les marxistes : les ennemis sont à la fois la nébuleuse

financière internationale, les institutions économiques mondiales (OMC, FMI, BM, UE...) et les hommes politiques qui relaient les exigences de celles-ci.

Néanmoins, malgré ces distinctions importantes, plusieurs éléments de la pensée gramscienne nous semblent utiles pour comprendre la critique altermondialiste contre l'Union européenne.

Tout d'abord, on ne peut pas comprendre ces mouvements si l'on ne tient pas compte de l'influence exercée par l'infrastructure sur les idées et sur les intellectuels.

Ces mouvements sont apparus en réaction à une évolution socio-économique européenne et mondiale, qui a vu le passage d'un capitalisme fordiste régulé à un capitalisme financier débridé. Cette évolution s'est accompagnée de l'élaboration d'une idéologie justificatrice, qui a elle-même renforcé cette évolution économique, à savoir, le néolibéralisme. Cette idéologie s'est peu à peu imposée – selon des modalités institutionnelles diverses – comme le référentiel dominant dans la plupart des pays européens (Jobert, 1994). Ce que pierre Muller qualifie de « référentiel global » exprime la vision du monde des groupes dominants et constitue l'espace de sens délimitant les valeurs et normes qui s'imposent comme un cadre normatif et cognitif aux acteurs. La plupart des politiques publiques en Europe doivent désormais s'inscrire dans ce référentiel néolibéral. (Muller, 2000, 162 et 170). Bastian Van Apeldoorn estime quant à lui que le « projet hégémonique » imposé par les élites européennes est celui d'un néolibéralisme demeurant « ancré » dans la société (« embedded neoliberalism »). Il souligne dans une approche néo-gramscienne que ce projet a jusqu'à présent réussi à obtenir l'adhésion de pans importants des sociétés européennes grâce, d'une part, à un discours insistant sur l'indispensable compétitivité à développer dans le contexte de la mondialisation, et d'autre part, grâce à l'incorporation discursive d'éléments sociaux-démocrates et néo-mercantilistes. Ces éléments sont surtout rhétoriques, car dans la réalité, les politiques européennes s'inscrivent essentiellement dans une logique néolibérale, mais ils donnent l'impression que sont défendus les intérêts de l'ensemble de la société (c'est le cas par exemple des objectifs d'emploi et de protection sociale ou de soutien à la recherche et à l'innovation inclus dans la stratégie de Lisbonne). (Apeldoorn, 2006, 5-12).

L'approche gramscienne peut également être utile pour comprendre la diffusion de cette idéologie néolibérale. Celle-ci s'est faite à la fois par l'action d'organismes privés (comme des *Think Tanks*, des milieux académiques...) et par l'action des pouvoirs publics (action d'experts et de fonctionnaires publics)<sup>3</sup>. On retrouve ici l'idée de Gramsci selon laquelle l'action des intellectuels reliés aux classes dominantes se fait à travers les fonctions d'hégémonie dans la société civile et de coercition dans la société politique.

La construction européenne a favorisé cette évolution socio-économique et idéologique. Tout d'abord, les contraintes institutionnelles et économiques mises en place par l'Union économique et monétaire et le marché unique ont renforcé les politiques libérales adoptées sur le plan national. En effet, l'asymétrie entre, d'une part, une intégration européenne économique renforçant la concurrence entre Etats et systèmes sociaux et neutralisant les moyens d'action macroéconomiques et, d'autre part, le maintien des politiques sociales et d'emploi au niveau national, pousse les gouvernements à adopter des politiques de plus en plus libérales et à détricoter toujours plus l'Etat providence (Modigliani, 2003 ; Scharpf, 2002 ; Chapon et Euzéby, 2002). Par ailleurs, la diffusion de l'idéologie néolibérale a aussi

---

<sup>3</sup> Pour des analyses de cette diffusion du référentiel neoliberal au niveau des Etats membres de l'Union européenne, voir : Jobert, 1994 et Jobert, 2003; et pour une analyse du rôle joué par les lobbies patronaux comme le *European Round Table* dans cette diffusion au niveau européen, voir : Van Apeldoorn, 2002.

été favorisée par l'eupéanisation des politiques financières et monétaires : celle-ci a engendré leur autonomisation par rapport au niveau national, ce qui a permis de renforcer le consensus néolibéral au sein de la communauté d'experts construite au niveau européen (Jobert, 2003, 471). Une réflexion similaire peut être faite au sujet de la stratégie européenne pour l'emploi, qui permet aussi de renforcer le poids cognitif et normatif des idées libérales dans les politiques d'emploi nationales (Raveaud, 2004).

Le poids de l'infrastructure sur les évolutions idéologiques est aussi illustré par la résistance des groupes sociaux s'estimant victimes de cette évolution des rapports de production. Ils tentent de développer des référentiels alternatifs à l'idéologie néolibérale hégémonique, afin de s'organiser pour rendre ce système économique plus social. Plusieurs courants politiques et sociaux essaient de relayer ces intérêts. Le mouvement altermondialiste Attac s'inscrit dans cette tendance.

Comme nous l'avons dit, les membres et militants d'attac ne défendent pas vraiment leurs intérêts en tant que « classe dominée » face à une classe dominante. Peu d'entre eux font partie des couches populaires, la plupart étant surtout dotés d'un statut d'employés et présentant un niveau élevé d'instruction<sup>4</sup>. Toutefois, la dimension des intérêts sociaux n'est pas absente de leurs motivations, car beaucoup d'entre eux sont touchés –ou craignent d'être affectés– par les évolutions néolibérales (notamment par les libéralisations et privatisations des services publics). Par ailleurs, ils se conçoivent surtout comme les représentants, comme une sorte d'avant-garde intellectuelle, des victimes de la mondialisation néolibérale et en ce sens ils se positionnent clairement du côté des dominés dans les rapports sociaux de production du capitalisme actuel.

L'interprétation gramscienne de la notion d'intellectuel éclaire assez bien l'action des militants d'attac : ce sont certes des « chercheurs » et « éducateurs », des producteurs et transmetteurs de savoir, mais ce sont aussi des acteurs sociaux de terrain. On retrouve dans leur manière d'appréhender le savoir l'idée gramscienne selon laquelle toute connaissance est politique et ne peut être neutre et objective.

Notons aussi que les altermondialistes d'Attac n'exercent que les deux premières fonctions des intellectuels identifiées par Gramsci, car ils ne sont pas du côté des dominants, qui peuvent quant à eux remplir aussi les deux autres (celles d'organiseurs d'hégémonie et de coercition).

L'insistance de Gramsci sur l'autonomie des idéologies et des intellectuels s'applique également assez bien à l'action altermondialiste.

Attac est née d'une volonté explicite de lutter contre le système économique néolibéral, par des actions sociales (manifestations européennes ou mondiales, forums transnationaux) mais surtout par un travail intellectuel d'analyse et de déconstruction du discours dominant, d'élaboration et de diffusions d'idées alternatives (notamment grâce à des réseaux ou conseils scientifiques)<sup>5</sup>. Dans le travail accompli par les associations Attac, on peut donc observer cette relative autonomie des idéologies par rapport aux évolutions infrastructurelles : elles ne pensent pas que le remplacement du néolibéralisme par un autre système plus socialiste se

---

<sup>4</sup> Attac France, par exemple, est composé à 40% d'individus à capital social et culturel élevé. C'est ce que montre une enquête réalisée par des étudiants de l'Institut d'Etudes Européennes de l'Université de Paris 8 : « Attac : qui sont ses adhérents », *Le fil d'Ariane*, mai 2002, ou encore une enquête interne à Attac France de mars 2001, cités dans Bricchet, 2003, 6-7.

<sup>5</sup> Pierre Bourdieu, l'un des théoriciens-fondateurs d'Attac-France définissait ainsi la tâche idéologique urgente du mouvement social : « *contre ces pouvoirs fondés sur la concentration et la mobilisation du capital culturel, seule peut être efficace une force de contestation reposant sur une mobilisation semblable mais orientée vers de tout autres fins* » (Bourdieu, 2001, 8).

fera seulement par la mobilisation sociale mais considèrent que la dimension idéelle, à la fois sur le plan analytique et sur le plan prescriptif, est fondamentale pour permettre la réalisation d'un tel changement.

Un cadre théorique inspiré de Gramsci permet donc de justifier l'importance d'une analyse des idées pour comprendre les résistances à l'intégration européenne exprimées par Attac-France et Attac-Allemagne.

Essayons à présent de décrypter et de comparer les arguments utilisés par ces deux organisations contre l'état actuel de l'Union européenne et de faire ressortir les idéologies qui les sous-tendent.

### *Comparaison des critiques des deux organisations<sup>6</sup>*

Attac est apparue en France en 1999. Assez vite, d'autres associations portant le même nom sont apparues dans d'autres pays européens. Nées au départ sur base d'une critique de la mondialisation financière, elles ont assez rapidement élargi le champ de leurs revendications à toute une série d'autres sujets liés à la mondialisation économique. Parmi ceux-ci, la critique de l'Union européenne occupe une place de plus en plus importante.

Trois dimensions centrales émergent des critiques émises par ces deux associations contre l'Union européenne actuelle: le rapport au marché, à la démocratie et à l'identité.

#### *Une critique keynésienne de gauche du néolibéralisme de l'UE*

Les intellectuels des deux mouvements se rejoignent dans une approche socio-économique keynésienne du cadre macro-économique européen.

Tout d'abord, ils critiquent fortement le cadre macroéconomique monétariste de l'Union européenne (Attac-Deutschland, 2005a; Dräger, 2005: 21-22; Azam, 2005: 2-3; Plihon, 2005: 2-4). Ils s'opposent ainsi au fait que la Banque Centrale Européenne ait pour mandat de relever ses taux d'intérêt dès qu'elle perçoit le moindre signe d'inflation (supérieure à 2%), au lieu de les utiliser comme instrument afin de stimuler les investissements en période de basse conjoncture.

Cette vision est typiquement keynésienne. Keynes considérait en effet que la politique monétaire pouvait jouer un rôle pour relancer la demande globale via l'investissement. Il prônait une baisse des taux d'intérêt en situation de mauvaise conjoncture pour relancer l'investissement privé (Keynes, 1936, livre VI, 189). Pour lui, la baisse des taux d'intérêts par la banque centrale devait pousser les entreprises à emprunter du capital pour l'investir, la décision d'investissement dépendant en partie du niveau des taux d'intérêts (Saby, 2003, 332). Concrètement, les autorités monétaires peuvent agir sur les taux d'intérêt en refinançant les banques. Cela leur permet d'offrir davantage de crédits et donc de créer plus de monnaie, ce qui tend à engendrer une réduction des taux d'intérêt. Lorsque les investissements privés augmentent par la baisse des taux d'intérêt (et que les anticipations sont optimistes), cela engendre un " effet multiplicateur " qui accroît la demande globale. Celui-ci signifie que tout investissement additionnel accroît la production et engendre des revenus nouveaux (via les salaires, les dividendes et les intérêts), qui se traduisent en partie en dépenses de

---

<sup>6</sup> L'analyse se base en grande partie sur les critiques formulées par des deux associations contre le projet de constitution européenne mais vise à identifier le type d'opposition générale à l'Union européenne qui s'en dégage.

consommation, en partie en épargne et en partie en investissements nouveaux. Ces derniers engendrent à leur tour des revenus nouveaux, qui eux-mêmes génèrent d'autres investissements, de la consommation et de l'épargne. Il y a donc un impact multiple de l'investissement de départ mais il y a aussi à chaque fois une « fuite » vers l'épargne. Plus la propension à consommer est élevée et plus le multiplicateur sera important. Il faut donc aussi favoriser la consommation par diverses mesures. (Lehouk, 2005, 62-65).

Les altermondialistes français et allemands critiquent également les règles budgétaires européennes, qui imposent aux Etats membres de limiter leurs déficits budgétaires à 3% et leur dette à 60% du PIB. Selon eux, cette règle pousse les Etats à diminuer leurs dépenses publiques, alors que, dans un contexte de faible croissance et de chômage de masse, celles-ci seraient essentielles. Et ils déplorent le fait que cette perte de marge de manœuvre n'est pas compensée par une réelle politique budgétaire européenne. (Attac-Deutschland, 2005a; Dräger, 2005, 21-22; Azam, 2005, 2-3; Plihon, 2005, 2-4). A la place, ils proposent un retour à de plus grandes marges de manœuvre budgétaires pour les Etats membres, ainsi qu'une politique budgétaire européenne plus importante et s'appuyant aussi éventuellement sur l'emprunt. (Huffschmid, 2005: 2; Attac-Deutschland, 2005b).

A nouveau, les deux Attac rejoignent Keynes sur ce point. Pour ce dernier, une politique d'investissements publics devait permettre de relancer l'économie par l'effet multiplicateur décrit ci-dessus, dans une optique « contraçyclique » : dépenses importantes en période de récession et réduites en période de boom, engendrant dans le premier cas un effet multiplicateur augmentant la demande globale et les anticipations des entrepreneurs. Keynes préconisait ainsi des investissements publics de grande ampleur : « *Sur le plan national également je souhaiterais que l'on conçoive et exécute des plans de grandeur et de magnificence. (...) J'ai lu que l'on proposait de tracer une grande route nouvelle (...) reliant directement Westminster à la City. Voilà tout juste la bonne sorte d'idées ! Mais je souhaiterais quelque chose de plus grand encore. Ainsi, pourquoi ne pas raser tout le sud de Londres (...) et en tirer un bon parti en logeant sur cette zone commode, à proximité de son travail, une population beaucoup plus nombreuse qu'aujourd'hui dans des immeubles bien meilleurs (...) ? On aurait créé quelque chose de magnifique pour l'œil, d'utile aussi (...). Cela donnerait-il du travail aux chômeurs ? Bien sûr, voyons !* » (Keynes, 1931, 55).

Ces dépenses d'investissements peuvent selon lui être financées par l'emprunt (par le déficit budgétaire), car elles provoqueront un regain de croissance et donc une augmentation des recettes fiscales, ce qui permettra de compenser l'emprunt de départ.

Les altermondialistes allemands et français dénoncent en outre la discordance entre une concurrence de plus en plus forte sur les marchés des biens, des services et des capitaux et l'absence d'harmonisation sociale et fiscale. Selon eux, cela conduit non seulement à un affaiblissement du secteur public mais aussi à une « concurrence à la baisse » en matière d'impôts, de salaires et de conditions sociales, car les multinationales sont dès lors en mesure de mettre en concurrence les différents Etats membres et leurs systèmes sociaux, et ce, d'autant plus depuis l'élargissement. (Attac-Deutschland, 2005a; Attac-Deutschland, 2004; Attac France, 2005a, 20-21; Amable and Palombarini, 2005: 143-144; Lordon, 2005, 3-4, 6)<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> Les deux organisations considèrent que le projet de constitution européenne ne modifie pas cette absence d'harmonisation. En particulier, les nouvelles dispositions sociales dans la « Charte des droits fondamentaux » ne sont selon elles qu'une illusion, car les droits qu'elles reconnaissent sont soit moins exigeantes que d'autres textes (constitutions nationales ou traités internationaux) soit dénuées de tout contenu pratique. Elles soulignent à cet égard que la charte n'est applicable aux Etats membres et aux institutions de l'UE que lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union et ne crée pas de nouvelles compétences pour l'Union. Elles soulignent aussi le fait



Comme alternative, ils demandent une convergence progressive “vers le haut” en matière de normes sociales et fiscales, ce qui requiert selon eux une redistribution vers les Etats membres les plus pauvres, ainsi qu’une sortie des services publics des règles de concurrence européennes. (Attac-Deutschland, 2005b ; Ramaux, 2005, 65-67).

Cet objectif de restriction de la concurrence et de socialisation partielle de l’économie par des services publics et des systèmes de protection sociale développés se retrouve en partie chez Keynes. Il évoque en effet l’idée qu’une « socialisation de l’investissement » puisse être nécessaire afin de garantir le plein emploi, si les autres politiques favorisant la demande globale ne suffisent pas. Il souligne cependant que celle-ci ne doit pas être équivalente à du socialisme et met garde contre un excès de dirigisme. Il considère que l’intervention publique dans l’économie doit se faire en respectant un principe de subsidiarité, c’est-à-dire que l’Etat doit intervenir surtout lorsque le secteur privé est défaillant. Il ne voit « aucune raison évidente qui justifie un socialisme d’État embrassant la majeure partie de la vie économique de la communauté. L’État n’a pas intérêt à se charger de la propriété des moyens de production » (Keynes, 1936, 191).

On retrouve cette approche dans les deux Attac, qui veulent laisser le marché subsister mais demandent seulement que des secteurs d’intérêt général en soient exclus.

L’importance accordée aux droits sociaux et aux services publics s’inscrit davantage dans les traditions socialistes et marxistes que dans une tradition strictement keynésienne, Keynes s’étant surtout concentré sur les politiques macro-économiques et sur l’objectif de plein emploi. Cependant, ces deux associations adoptent tout de même une optique keynésienne lorsqu’elles considèrent, qu’une amélioration du niveau de vie par des augmentations des salaires (directs et indirects), par des services publics gratuits ou bon marché ou par une réduction du temps de travail devrait non seulement permettre de réaliser des objectifs sociaux et écologiques, mais aussi être favorable à l’économie dans son ensemble par la plus grande consommation qu’elle générerait. (Karrass et Schmidt, 2004, 81-83 ; Husson, 2006, 13).

Keynes encourageait ainsi les gens à consommer, en insistant sur l’effet positif que cela engendrerait pour l’emploi : « toutes les fois que vous économisez cinq shillings vous privez un homme de travail pendant une journée (...). Toutes les fois que vous achetez des marchandises vous contribuez à multiplier les emplois offerts aux travailleurs, avec cette réserve que les marchandises achetées doivent être (...) fabriquées ici » (Keynes, 1931, 53).

En effet, le processus multiplicateur engendré par l’investissement est selon lui d’autant plus important que la propension à consommer est élevée (la fuite vers l’épargne étant alors moindre).

Il fallait donc selon lui privilégier les salariés au détriment des épargnants et des spéculateurs. Keynes en appelait même à une « euthanasie des rentiers ». Les Keynésiens sont donc favorables à une politique fiscale qui affecte avant tout les rentiers et à une redistribution des ressources ainsi prélevées vers les couches les moins fortunées via les prestations sociales. Comme les couches sociales basses et moyennes ont une propension à consommer plus élevée, mieux vaut augmenter leurs revenus pour que l’effet multiplicateur de l’investissement se traduise le plus possible en consommation et le moins possible en épargne

---

que de nombreuses dispositions (les dispositions sociales en particulier) doivent être interprétées conformément aux législations nationales et sont subordonnées au reste de la constitution européenne (Attac France 2005c; Lecourieux, 2004: 1-3; Attac Deutschland 2005a; Lindner, 2005).

(Lehouck, 2005, 59). Keynes préconise par exemple une augmentation des droits de succession. Or, l'accroissement de la consommation améliore aussi la demande effective anticipée par les entrepreneurs, qui augmentent alors leur volume de production et d'emploi (Keynes, 1936, 188).

On peut aussi dire que les deux mouvements altermondialistes ont une approche keynésienne de la politique sociale parce que les mesures de redistribution qu'ils envisagent ne visent pas une égalité parfaite. Keynes estimait qu'un certain degré d'inégalités pouvait être utile économiquement : *« on peut justifier par des raisons sociales et psychologiques de notables inégalités de fortune (...). Il existe des activités humaines utiles qui, pour porter tous leurs fruits, exigent l'aiguillon du lucre et le cadre de la propriété privée. Bien plus, la possibilité de gagner de l'argent (...) peut canaliser certains penchants dangereux de la nature humaine (...). Mais (...) il n'est pas nécessaire que la partie se joue à un taux aussi élevé qu'aujourd'hui. Des taux beaucoup plus bas seraient tout aussi efficaces dès l'instant que les joueurs y seraient habitués »* (Keynes, 1936, 189).

La dénonciation par les deux Attac des restrictions européennes imposées aux politiques d'emploi correspond également à l'esprit keynésien. Les deux associations dénoncent le fait que ces politiques doivent respecter le cadre macroéconomique monétariste et les règles de concurrence de l'UE (Huffschmid, 2003: 5-6; Attac-Deutschland, 2004). Elles soulignent le fait qu'une telle hiérarchie – d'ailleurs intégrée par la Stratégie Européenne pour l'Emploi – empêche les Etats membres de mettre en œuvre certaines politiques sociales et d'emploi : les stratégies d'offre sont encouragées (les fameuses « réformes structurelles » : diminution des contributions sociales patronales et des impôts sur les sociétés, flexibilité du marché du travail, plus d' 'activation' des chômeurs), tandis que les politiques de demande sont beaucoup plus difficiles à appliquer (politiques monétaires et budgétaires expansives, augmentation du pouvoir d'achat par croissance des salaires, allocations sociales et politique fiscale redistributive...).

Les altermondialistes français et allemands mettent en évidence un cercle vicieux généré par ces politiques : les politiques néolibérales restrictives tendent à augmenter le chômage ou à le maintenir à un niveau élevé, ce qui renforce encore la faible croissance et le chômage, car cela diminue le pouvoir d'achat des chômeurs et donc la consommation (Karrass et Schmidt, 2004, 35 ; Ramaux, 2005, 56-57).

Dans leur défense d'une politique d'emploi basée sur la demande plutôt que sur l'offre, on retrouve tout à fait la vision de Keynes. Celui-ci critiquait la vision néoclassique, selon laquelle le travail est une marchandise comme une autre, qui s'échange sur un marché, fait l'objet d'une offre (de la part des travailleurs), d'une demande (de la part des entreprises) et d'un prix (le salaire). Dans cette optique libérale, le marché du travail fonctionne comme les autres marchés : lorsqu'il y a un déséquilibre entre l'offre et la demande, le prix doit monter (si la demande est supérieure à l'offre) ou descendre (si l'offre est supérieure à la demande), ce qui doit ensuite entraîner une égalisation des deux parties. Par exemple, s'il y a trop de personnes offrant leur travail par rapport à la demande des entreprises, le salaire devra baisser. Cela entraînera une baisse de l'offre de travail, c'est-à-dire, une diminution du nombre de personnes prêtes à travailler et à renoncer à « l'oisiveté » pour un tel prix et donc finalement un ajustement de l'offre et de la demande de travail. Dès lors, dans cette optique, s'il y a un chômage durable, cela ne peut qu'être dû soit à un refus des travailleurs de voir leurs salaires baisser au niveau du « salaire d'équilibre » qui permettrait le plein emploi, soit aux institutions bloquant une telle évolution (salaire minimum, pouvoir des syndicats, droit du

travail protecteur, allocations de chômage...). Dans cette perspective, le chômage est ou bien « volontaire » ou bien dû aux rigidités institutionnelles du marché du travail.

Keynes considère au contraire qu'il peut y avoir un chômage involontaire. Pour lui, c'est le niveau d'investissement qui engendre un certain niveau d'emploi de la main d'œuvre disponible et il est déterminé à un niveau macroéconomique par l'anticipation des entrepreneurs (Orio, 1993, 35-36). Rien n'assure cependant que le niveau de la demande de travail exprimée par les entreprises soit conforme à celui de la population active. Il peut toujours y avoir un chômage involontaire qui s'impose aux travailleurs, correspondant à la différence entre cette demande de travail et le niveau de la population active.

Dans ce cas, une baisse des salaires (comme le recommande l'économie dominante) ne ferait qu'aggraver la situation : elle engendrerait une baisse du pouvoir d'achat des salariés et donc une baisse des débouchés des entreprises. Cela se traduirait par un excédent de production ou, plus probablement encore, par une restriction des investissements des entreprises qui anticiperaient cette faible demande. En fin de compte, cela conduirait donc à une contraction de l'activité économique et à une recrudescence du chômage involontaire (Orio, 1993, 83).

La solution pour lutter contre ce fléau est plutôt de favoriser la demande globale de l'économie par une politique monétaire et budgétaire expansive, par une stimulation de la consommation par une croissance du pouvoir d'achat et éventuellement par la création d'emploi publics.

Les altermondialistes allemands et français privilégient ce genre de solutions et y ajoutent aussi des propositions en matière de réduction du temps de travail, à réaliser éventuellement de manière coordonnée au niveau européen (Attac France 2002, 14 ; Dräger, 2005, 27-28). Notons que cette dernière mesure découle plus d'une tradition socialiste et marxiste visant à redistribuer fortement la richesse que d'une vision keynésienne.

Enfin, les deux Attac s'opposent à la politique économique extérieure de l'UE, parce qu'elle n'est pas contrôlée démocratiquement, qu'elle est basée sur le libre-échange et qu'elle défend surtout les intérêts des entreprises multinationales au détriment de la majorité des citoyens dans les pays développés et en développement. (Attac-Deutschland, 2004; Attac-France, 2005a: 43). En particulier, ils critiquent l'impact négatif sur les pays en développement de la mondialisation néolibérale promue entre autres par l'UE dans les organisations internationales telles que l'Organisation Mondiale du Commerce, le Fond monétaire International et la Banque Mondiale. Selon eux, les politiques imposées par ces institutions ont des conséquences très néfastes sur le développement économique interne, les services publics et la protection sociale des pays en développement et l'UE joue un rôle important dans cette évolution. Comme alternative, ils promeuvent une politique extérieure plus favorable aux besoins des pays en développement : reposant davantage sur la coopération que sur la concurrence et basée sur une redistribution des ressources vers les pays plus pauvres et sur le respect de normes sociales globales. (Eberhardt and Passadakis, 2006; Attac France, 2005b; Attac France, 2002).

Par ailleurs, ces deux mouvements estiment qu'une régulation des échanges internationaux est nécessaire pour permettre des politiques économiques alternatives. Ils sont ainsi favorables à ce que l'UE contribue à instaurer un contrôle des flux financiers internationaux (c'est d'ailleurs la proposition de Taxe Tobin devant frapper les transactions financières qui a lancé Attac) et ils défendent la possibilité pour les Etats du nord comme du sud de protéger leurs marchés de la concurrence étrangère, par une politique douanière ou une politique de taux de change permettant de limiter les importations. (Karrass et Schmidt, 2004, 88 ; Attac France, 2007, 76 et 79).

Même si, à nouveau, les éléments plus spécifiquement sociaux (volonté d'aller vers une certaine convergence par le haut des normes sociales au niveau mondial) s'inscrivent dans une approche plus socialiste que keynésienne, on retrouve plusieurs éléments keynésiens dans leur approche de la politique économique extérieure de l'Europe : la critique radicale de la spéculation, la nécessité de contrôler les flux de capitaux internationaux et la possibilité de protéger son marché intérieur par des mesures de protections commerciales.

On trouve en effet chez Keynes un souci de forte régulation des échanges internationaux pour permettre des politiques économiques indépendantes. Pour Keynes, une relance des investissements et de la consommation peut se traduire, en économie ouverte, par une forte croissance des importations et donc par un déficit important de la balance commerciale (Saby, 2003, 370-371). Par ailleurs, selon lui, lorsque la financiarisation s'internationalise, l'économie nationale est subordonnée à des capitalistes étrangers, ce qui restreint l'indépendance des politiques nationales, notamment à cause de la spéculation que cela engendre. Or, Keynes est très hostile à la spéculation : la menace spéculative des marchés financiers empêche les Etats de mener des politiques de relance en toute liberté ; elle entraîne une instabilité économique importante ; et elle détourne des ressources monétaires qui pourraient être employées plus utilement dans l'économie productive sous forme d'investissements ou de consommation.

Sa recommandation sur le plan international n'est pas de favoriser à tout prix les exportations au détriment des autres pays mais plutôt de développer un certain niveau de protectionnisme non nationaliste, afin de permettre aux Etats de mettre en oeuvre de manière souveraine des politiques économiques décidées démocratiquement : « *Produisons chez nous chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible et surtout, faisons en sorte que la finance soit nationale* ». Keynes présente cette autosuffisance nationale comme un moyen de réaliser la démocratie et certains objectifs sociaux : « *nous devons être aussi peu soumis que possible à l'influence des changements économiques décidés ailleurs (...) pour aller vers la république sociale idéale du futur* ». Par ailleurs, « *un degré plus élevé d'autosuffisance nationale et une plus grande indépendance économique entre les nations (...) peuvent servir la cause de la paix* » (Keynes, 1933, 9 et 13).

La critique socio-économique des deux Attac contre l'UE actuelle s'inscrit donc dans une approche keynésienne de gauche.

Voyons à présent dans quelle idéologie plus large s'inscrit le deuxième reproche qu'ils adressent à l'UE et qui porte sur sa nature non démocratique.

#### *Une critique libérale du déficit démocratique de l'UE*

La deuxième grande critique formulée par Attac France et Attac Allemagne contre le processus d'intégration européenne consiste en une dénonciation de sa nature fondamentalement non-démocratique.

Tout d'abord, ils critiquent le fait que l'orientation économique néolibérale de l'UE ne puisse être modifiée par les citoyens, étant donné la suprématie des traités européens sur le droit national et l'absence de réelle implication des populations dans l'élaboration de ceux-ci (Attac-France, 2005a, 17-18 ; Klein, 2003, 24).

Une telle critique s'inscrit dans une approche socialiste de la démocratie (Bobbio, 1996, 98-99), qui considère que la souveraineté populaire doit aussi concerner les questions économiques. Les altermondialistes des deux pays estiment de plus qu'il faut davantage de démocratie directe dans les décisions européennes, ce qui correspond également à une approche socialiste de la démocratie (Attac-Deutschland 2005b ; Cassen, 2006a, 2).

En revanche, on ne retrouve pas d'autres aspects essentiels de l'approche marxiste et socialiste de la démocratie. Ainsi, les altermondialistes critiquent très peu la nature formelle de la représentation politique mais reprochent au contraire à l'UE de vider de leur sens les institutions démocratiques représentatives nationales.

En outre, même s'ils s'opposent au pouvoir démesuré des lobbies sur les processus décisionnels européens, ils ne vont pas aussi loin que les marxistes, qui estiment que l'on ne peut avoir une véritable démocratie qu'en remplaçant le système de production capitaliste par un système socialiste, dans lequel les moyens de production sont aux mains de tous. Dans la vision socialiste pure, il ne peut en effet y avoir de démocratie réelle au sein du système capitaliste, car dans celui-ci, les institutions politiques – même si elles sont formellement démocratiques – défendent avant tout les intérêts des détenteurs de capitaux au détriment de la majorité des travailleurs (Marx et Engels, 1973, 54).

Les altermondialistes n'expriment pas une méfiance aussi forte envers la démocratie représentative. Au contraire, c'est surtout en son nom qu'ils formulent leur critique contre le déficit démocratique de l'UE.

Celui-ci réside surtout selon eux dans les trop faibles pouvoirs des assemblées élues sur les décisions européennes : d'une part, ils estiment que les parlements nationaux devraient être beaucoup plus impliqués qu'aujourd'hui dans la prise de décision quotidienne de l'UE (notamment en contrôlant davantage l'action de leur gouvernement au conseil) ; d'autre part, ils sont favorables à un rééquilibrage des pouvoirs des institutions européennes en faveur du parlement européen, en matière législative et de contrôle des organes non élus tels que la commission (Attac 2005c, 73-77; Attac-Deutschland 2005b ; Klein, 2003, 25). Selon eux, le parlement européen n'a aujourd'hui pratiquement aucun mot à dire, étant donné que son pouvoir maximal – le pouvoir de co-décision – ne constitue en fait qu'un simple pouvoir de veto. Il faudrait plutôt lui donner la possibilité de faire des propositions législatives propres et de contrôler réellement la commission, qui pourrait à terme devenir une sorte de gouvernement européen responsable devant le parlement. Il devrait aussi pouvoir contrôler davantage les autres organes non élus (comme la BCE ou la CJCE) (Attac France, 20002a, 5-6). Les modifications des traités devraient quant à elles se faire par l'élection d'une assemblée constituante (Attac-Deutschland, 2005a ; Attac-Deutschland 2005b). Les altermondialistes allemands et français adhèrent donc pleinement au principe de démocratie représentative.

Par ailleurs, ils insistent sur la nécessité d'empêcher les abus de pouvoir des institutions européennes par une application stricte du principe de séparation des pouvoirs, qui n'est aujourd'hui nullement respecté dans le fonctionnement institutionnel européen. La commission est particulièrement critiquée, non seulement pour sa défense du néolibéralisme, mais aussi parce qu'elle cumule des pouvoirs exécutifs et législatifs, voir même quasi-judiciaires dans le domaine du droit de la concurrence (Attac France, 2002, 4-5 ; Klein, 2003, 25).

Enfin, les deux associations altermondialistes ont une vision de la démocratie centrée sur l'idée des droits et libertés individuelles. La souveraineté populaire est perçue surtout comme

un instrument devant servir à défendre au maximum les libertés individuelles, elles mêmes comprises de manière extensive, c'est-à-dire devant être garanties par les droits civils, politiques et, surtout, sociaux (Attac-De, 2005b ; Ramaux, 2005, 65-66 ; Attac-Fr, 2007, 76-77).

La vision de la démocratie qui transparait dans ces critiques altermondialistes s'inscrit donc dans la philosophie du libéralisme politique, car on y retrouve les éléments centraux de celle-ci (Renaut, 2005, 182-190 ; Bobbio, 1996, 24-25 et 51-52): tout d'abord, ces courants adhèrent à une version constitutionnelle et pluraliste de la démocratie, dans laquelle les partis sont censés représenter la diversité des intérêts et convictions et où les pouvoirs de l'Etat sont définis par le droit. Ensuite, ils ont une vision libérale de la démocratie car ils la perçoivent avant tout comme un moyen de garantir les libertés individuelles et non comme une fin en soi. Ils accordent dès lors une grande importance aux droits fondamentaux. Enfin, s'ils considèrent que l'Etat doit être doté de *fonctions* importantes dans un grand nombre de domaines de la société, ils insistent sur la nécessité de limiter ses *pouvoirs*, par les principes de l'Etat de droit (subordination de l'action de l'Etat à des lois générales, séparation des pouvoirs, contrôle de l'exécutif par le législatif, constitutionnalisation de droits fondamentaux). Dans une approche politiquement libérale, ils estiment que la société et les individus qui les composent doivent être protégés contre d'éventuels abus de pouvoir de la part de l'Etat.

Nous avons jusqu'à présent montré que les critiques altermondialistes françaises et allemandes contre l'UE actuelle se rejoignent fortement dans leur contenu. A présent, nous voudrions souligner la principale différence que l'on peut observer entre elles et qui porte sur le cadre identitaire dans lequel elles sont formulées.

### *Un cadre identitaire communautaire ou cosmopolitique ?*

Comme le processus de construction européenne remet en question le fonctionnement des démocraties représentatives et des systèmes sociaux nationaux qui fonctionnaient essentiellement dans le cadre des Etats-nations européens, on pourrait s'attendre à ce que les positions de défense des acquis sociaux et démocratiques se doublent aussi d'une défense de la nation comme cadre identitaire de référence. L'assimilation de ces différentes dimensions (démocratiques, sociales et nationales) est d'ailleurs observable dans le discours de certains courants politiques eurosceptiques.

Est-ce le cas également dans le discours des altermondialistes sur l'Europe, eux qui sont nés au départ d'un positionnement profondément internationaliste (le terme « altermondialiste » évoquant une approche favorable à une certaine forme de mondialisation, autre que la mondialisation actuelle) ?

Deux pôles conceptuels sur l'identité nationale peuvent être mis en évidence.

D'une part, une approche que l'on peut qualifier de « communautarienne ». Une telle perspective postule qu'il doit y avoir congruence entre la « communauté légale » (les institutions politico-juridiques) et la « communauté morale » (l'identité culturelle) (Lacroix, 2003, 161-162). La communauté culturelle pertinente pouvant être la nation, une entité supranationale ou un groupe culturelle plus restreint. Ainsi, les visions communautariennes peuvent être nationalistes ou patriotiques, mais aussi régionalistes ou « europatriotiques ».

Le communautarisme n'est pas lié à une idéologie politique ou économique spécifique et donc, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ne s'accompagne pas nécessairement d'un

discours non-démocratique. Certaines visions nationalistes peuvent être anti-démocratique comme celles des partis d'extrême droite mais d'autres peuvent être favorables aux principes démocratiques. C'est le cas par exemple en France du courant de Chevènement (Chevènement, 2005) ou d'un auteur comme Dominique Schnapper (Schnapper, 2000 ; Schnapper, 2001). De même, les visions « europatriotiques » ne sont pas seulement conservatrices. Par exemple, le philosophe Jürgen Habermas a récemment développé, à travers sa proposition de « patriotisme constitutionnel » un patriotisme civique européen qu'il associe à des revendications démocratiques et sociales pour l'Europe (Habermas, 2001; Habermas, 2006).

Dans l'approche communautarienne, le fondement de la communauté morale peut être organique (l'ethnicité, la race, le territoire) ou plus culturel (la langue, les traditions, les valeurs) mais en tout cas ses membres sont censés être étroitement liés les uns aux autres par leur appartenance à un même collectif. Par conséquent, ce qui est perçu comme les valeurs et les intérêts particuliers de cette communauté doit être défendu. En outre, l'identité commune est construite, au moins partiellement, sur base d'une distinction ou même d'une opposition par rapport à d'autres communautés.

Le cosmopolitisme se définit par des caractéristiques opposées (Nussbaum, 1996). Dans cette optique, la « communauté légale » n'est pas basée sur une « communauté morale ». Et lorsque les institutions politiques défendues sont conçues comme devant être démocratiques, le cosmopolitisme dissocie les principes universels de la citoyenneté et les identités culturelles particulières. L'identification à et la valorisation d'une communauté particulière ne sont pas considérées comme importantes et sont même combattues à cause des dangers qu'elles impliquent pour les libertés individuelles (Markell, 2000, 40). Les valeurs universelles à la base de la citoyenneté sont perçues comme des traits caractéristiques de la communauté humaine dans son ensemble et non d'une communauté spécifique. Ces valeurs doivent être appliquées à tous les humains indépendamment de leurs allégeances culturelles particulières. Il n'est dès lors pas nécessaire d'opposer sa communauté morale à d'autres communautés, étant donné que la communauté pertinente est l'humanité dans son ensemble. Il n'y a donc pas d'opposition « nous » versus « eux ».

Comment comprendre l'idéologie des deux associations Attac par rapport à ces deux pôles théoriques ?

Tout d'abord, nous avons vu qu'aucune des deux ne présente une vision nationaliste. Elles sont toutes deux favorables à un renforcement de l'intégration européenne. Elles considèrent que la nation ne doit pas rester le niveau exclusif auquel doivent s'organiser la souveraineté populaire et la redistribution et promeuvent une démocratie politique et sociale européenne afin de compenser l'eupéanisation et la mondialisation de l'économie. Ces deux mouvements ne défendent pas non plus les seuls intérêts de leurs nationaux mais aussi ceux des autres européens et des populations du reste du monde.

Présentent-elles pour autant une conception cosmopolite ?

L'idéologie d'Attac Allemagne n'est ni nationaliste ni europatriotique et est plutôt cosmopolitique, car elle n'estime pas qu'une démocratie et une politique sociale européenne nécessitent une identité commune. Le cosmopolitisme d'Attac-Allemagne se voit aussi à travers son grand pacifisme et son importante méfiance envers tout type de pouvoir militaire. Les altermondialistes allemands s'opposent à l'évolution des années 90 vers une force militaire européenne (par la création de la politique étrangère et de sécurité commune) et à l'extension de celle-ci proposée par le projet de constitution. Ils critiquent en particulier le fait

que la nouvelle force militaire européenne puisse intervenir à l'étranger pour des raisons multiples (lutte contre le terrorisme, gestion de crise, restauration de la paix...). Ils dénoncent également la mise en place d'une agence de l'armement, les mécanismes de coopérations renforcées dans le domaine militaire et l'obligation pour les Etats membres d'accroître leurs capacités militaires. Enfin, le parlement européen a selon eux des pouvoirs de contrôle et de décision beaucoup trop faibles dans ce domaine (Giegold, 2005, 1-2; Attac-Deutschland, 2004, 2).

On ne retrouve pas un cosmopolitisme aussi explicite chez Attac-France. Certains de ses représentants et intellectuels défendent au contraire l'idée que l'identification à des valeurs substantielles est indispensable pour assurer la démocratie et la redistribution sociale. Le niveau auquel cette dimension identitaire doit se déployer n'est cependant pas clair. Il y a apparemment une oscillation chez Attac-France entre une défense de la nation comme cadre culturel principal et une défense de l'Europe comme nouvelle communauté culturelle pertinente. Bernard Cassen, son ancien président d'honneur, dit ainsi vouloir défendre une « Europe des nations », car celles-ci sont les seules selon lui à pouvoir assurer la démocratie (Cassen, 2006b).

Mais Attac-France développe aussi à d'autres moments une conception assez « euro-communautarienne », selon laquelle il existerait une identité européenne particulière, reposant sur un passé et une culture communes et se distinguant d'autres communautés. Il ressort en effet du préambule du projet de constitution alternatif proposé par l'association au moment du référendum que la construction européenne tirerait son sens et sa légitimité des valeurs qui se sont historiquement développées en Europe.

Certes, les valeurs de cette communauté sont conçues comme des valeurs progressistes : « *la solidarité des peuples européens s'est affirmée dans un passé de luttes et de souffrances* », au cours duquel a émergé « *une conception des droits humains et sociaux que la constitution d'un espace européen doit conduire à renforcer* » ; et cette identité doit être construite par la confrontation démocratique (Attac-France, 2005a, 165-167). Il n'en reste pas moins que ces valeurs sont avant tout perçues comme définissant l'identité européenne plutôt que comme des valeurs universelles et que l'UE doit servir à les affirmer. « *La raison d'être d'un rassemblement des peuples et des citoyens d'Europe réside dans la création d'une zone de liberté, de démocratie, de solidarité, de fraternité – une communauté – ayant son identité spécifique, tout en restant ouverte aux autres* »<sup>8</sup>.

On retrouve aussi la tendance de tout communautarisme à considérer les valeurs de sa communauté particulière comme supérieures aux autres et donc comme devant promouvoir ses valeurs dans le monde : l'Europe est perçue comme capable de contrebalancer l'impérialisme et le néolibéralisme des Etats-Unis dans le monde, elle doit « *servir de levier pour faire advenir un autre monde possible où toute ambition impériale sera combattue* ». Cette confiance dans l'action extérieure de l'Europe grâce à ses valeurs distinctes se voit aussi dans la promotion d'une politique étrangère et de défense volontaire et indépendante des Etats-Unis (Attac-France, 2005c, 126-127 ; Nikonoff, 2005). Attac-France considère que l'Europe devrait développer à la fois une « *puissance molle* » (commerce, aide au développement..) et une « *puissance dure* » (une force militaire) pour répondre aux nombreuses attentes s'exprimant à son égard (Attac-France, 2007, 69).

---

<sup>8</sup> Ibid, p 166-167



Par ailleurs, si Attac-France ne préconise pas explicitement la défense d'intérêts européens vis-à-vis du reste du monde, on peut se demander si sa revendication d'une politique industrielle plus forte et son soutien à la mise en place d'un projet comme Airbus (Attac-Fr, 2005a, 53) ne traduisent pas une certaine acceptation de la logique de compétitivité au niveau mondial lorsqu'elle peut profiter aux citoyens européens.

On retrouve donc dans le discours d'Attac-France sur l'Europe plusieurs des spécificités du communautarisme –que l'identité à défendre soit nationale ou européenne : l'identification à une communauté culturelle est vue comme nécessaire pour assurer la démocratie sociale et politique ; les valeurs et l'histoire de cette communauté sont promues ; cela se fait par distinction, ou même par opposition avec d'autres communautés morales ; et il y a une grande confiance dans la manière dont la communauté en question peut se comporter vis-à-vis des autres.

### ***Quelques conclusions sur cette comparaison***

La comparaison des discours altermondialistes français et allemands sur l'Europe nous conduit à plusieurs réflexions.

Tout d'abord, cette analyse montre que les critiques de l'intégration européenne par les deux associations altermondialistes ne sont pas nationalistes dans leur contenu. Elles sont toutes deux assez pro-européennes et visent à développer plutôt qu'à restreindre le champ d'action de l'Union européenne. En fait, l'étude de ces idéologies fait ressortir comme principale opposition conceptuelle sur la question de l'identité collective une tension entre communautarisme et cosmopolitisme, bien plus qu'entre nationalisme et postnationalisme. Les deux discours sont en effet « postnationaux » et proeuropéens mais la vision d'Attac-France est plus proche du pôle communautarien par son europatriotisme, alors que celle d'Attac-Allemagne se rapproche du pôle cosmopolitique.

Cette première conclusion permet de nuancer une vision courante de l'euro-scepticisme, selon laquelle celui-ci reposerait sur des arguments antieuropéens<sup>9</sup>.

Par ailleurs, ce constat montre qu'on retrouve dans les débats politiques la même tension conceptuelle que dans les débats de philosophie politique sur l'identité et l'intégration européenne. Dans ces controverses également, l'opposition théorique centrale semble moins se situer entre patriotes et postnationaux qu'entre communautariens au sens large (englobant les patriotes et les europatriotes) et cosmopolites<sup>10</sup>.

Deuxièmement, cette analyse permet de relativiser l'idée, courante en France, selon laquelle les opposants à l'intégration européenne seraient des courants « anti-libéraux ». Une telle affirmation ne s'applique que partiellement aux deux courants altermondialistes étudiés ici. Certes, leur critique socio-économique contre l'UE s'inscrit dans une opposition plus générale à un libéralisme économique pur et dur. Néanmoins, leur critique n'implique pas un rejet

---

<sup>9</sup> Une partie de la littérature sur l'euro-scepticisme, par exemple, qualifie d' « euro-sceptiques durs », « anti-européens » ou « *euorejects* » les courants opposés à l'intégration européenne actuelle, qu'ils soient ou non en faveur du principe d'une construction supra- ou trans- nationale (Taggart et Szczerbiak, 2004; Taggart et Szczerbiak, 2003 ; Kopecky et Mudde, 2002).

<sup>10</sup> Cfr : Sophie Heine, « National *versus* postnational ou communautarisme *versus* cosmopolitisme ? Une confrontation des différentes approches théoriques sur l'identité », in Fossum, John-Erik, Magnoste, Paul, Poirier, Johanne (dir.), *Ces liens qui unissent: accommoder la diversité en Europe et au Canada / Ties that Bind: Accommodating Diversity in Europe and Canada*, Peter Lang, à paraître.

complet de la logique de marché ni une volonté de supprimer toute forme de propriété privée mais plutôt une aspiration à réguler fortement le capitalisme, dans une approche « sociale-keynésienne ». Ils sont contre le néolibéralisme davantage que contre le libéralisme économique.

En outre, la vision de la démocratie qui émerge de leur critique contre le déficit démocratique de l'UE accepte les principes de base du libéralisme politique. Enfin, si Attac-France a une vision de l'identité collective proche d'un certain communautarisme et donc d'un anti-libéralisme culturel, le référent identitaire d'Attac-Allemagne est par contre cosmopolite et donc libéral sur le plan identitaire.

Ces résultats devraient nous inciter, à la fois d'un point de vue normatif et pour rendre la catégorie de « libéralisme » utile dans l'analyse des débats politiques, à dissocier les différentes dimensions du libéralisme. Cette dissociation est tout à fait concevable conceptuellement. Les différentes branches du libéralisme que l'on peut identifier sont: a) le libéralisme économique, qui défend les libertés économiques (droit de propriété, liberté d'entreprendre...) ainsi que l'économie de marché et les règles de concurrence comme principes organisateurs essentiels de la vie économique. b) Le libéralisme politique, qui décrit un régime politique dans lequel s'applique la démocratie représentative, accordant une grande importance au respect des libertés individuelles, et dans lequel l'Etat est limité dans ses pouvoirs ; enfin, c) le libéralisme culturel ou philosophique, selon lequel il existe des principes universels que tous les êtres humains peuvent partager et selon lequel ce sont ceux-ci qui doivent fonder le vivre ensemble et non des valeurs particulières relevant d'une communauté culturelle spécifique. Dans cette approche, l'Etat doit être neutre sur le plan des valeurs. Dans ce domaine, il doit se contenter de faire en sorte que les libertés culturelles de tous soient sauvegardées et ne peut imposer une conception culturelle particulière aux individus. Le libéralisme philosophique se définit donc moins par le contenu qu'il donne à la liberté qu'à l'étendue des personnes à laquelle celle-ci est censée s'appliquer : à l'ensemble de l'humanité plutôt qu'aux membres d'une communauté particulière.

L'analyse des arguments des deux Attac nous a permis de voir que ces trois dimensions du libéralisme peuvent être séparées non seulement conceptuellement mais aussi empiriquement. Ainsi, il est possible de rencontrer un soutien au libéralisme économique allant de pair avec un rejet du libéralisme politique et du libéralisme culturel. Ce serait par exemple le cas d'un courant néolibéral autoritaire et nationaliste.

On peut aussi envisager un rejet du libéralisme économique allant de pair avec un soutien aux libéralismes politiques et culturels. Ce serait le cas d'un socialisme démocratique et cosmopolite, qui se revendiquerait d'un idéal de liberté à appliquer à l'ensemble des êtres humains mais qui s'attacherait à donner une définition réelle et non simplement formelle de la liberté. Dans ce but, il défendrait non seulement les libertés démocratiques mais aussi une certaine socialisation de l'économie, afin de réaliser l'égalité socio-économique nécessaire pour que tous puissent réellement déterminer leur vie comme ils l'entendent. Selon une telle vision, il faudrait limiter les libertés économiques de certains par des mesures socialistes parce qu'elles conduisent à une absence de liberté réelle pour la majorité. La perspective d'Attac-Allemagne dans ses critiques contre l'UE est assez proche d'une telle conception. On peut aussi imaginer un socialisme libéral, voulant limiter les libertés économiques de certains au nom de la liberté réelle de tous et favorable à une démocratie politique, qui ne soit cependant pas totalement libéral au niveau identitaire et restreigne donc son idéal de liberté aux membres d'une communauté particulière. La vision d'Attac-France sur l'Europe n'est pas très éloignée d'une telle vision.

Le domaine des pures idées et celui de l'action politique, bien que toujours liés, peuvent relever de logiques différentes. Les combinaisons conceptuelles envisageables de manière abstraite ne se retrouvent jamais telles quelles dans les confrontations plus directement politiques. Il est dès lors nécessaire d'observer les débats politiques concrets pour ne pas nager dans la pure abstraction. Notre analyse nous aura permis de montrer que cette dissociation théorique des différentes dimensions du libéralisme se retrouve aussi dans les arguments politiques utilisés par les altermondialistes français et allemands concernant l'intégration européenne et qu'une dissociation conceptuelle de ces différentes facettes du libéralisme peut donc avoir un intérêt empirique.

Troisièmement, cette étude peut nous permettre d'émettre certaines hypothèses explicatives sur les « euroscepticisms » altermondialistes. Nous avons vu que les idéologies sous-tendant les critiques de ces deux courants contre l'Union européenne sont très semblables mais présentent aussi certaines différences. D'une part, elles sont très similaires dans leur dimension socio-économique et politique: dans les deux cas, il s'agit d'une critique social-démocrate et keynésienne de gauche d'une Union Européenne perçue comme néolibérale et d'une critique « libérale-démocrate » du déficit démocratique affectant l'UE ; et d'autre part, elles diffèrent sensiblement dans leur dimension identitaire : Attac-France étant dans une certaine mesure « europatriotique », tandis qu'Attac-Allemagne se montre plus cosmopolitique.

Nous pouvons exprimer l'hypothèse que ces différences sont probablement dues à des histoires et institutions nationales différentes. Le mouvement altermondialiste allemand est sans doute beaucoup plus conscient des dangers du nationalisme et de la puissance militaire suite à l'important travail de mémoire réalisé sur le passé nazi et nationaliste en Allemagne ; tandis qu'en France, le sentiment patriotique et les interventions militaires ne suscitent pas des images aussi négatives, bien au contraire.

En revanche, les substantiels points communs entre les deux critiques semblent devoir fortement nuancer les explications culturalistes ou institutionnalistes de l'euroscepticisme. Selon de telles analyses – assez répandues –, le rejet de l'intégration européenne et la forme prise par lui s'expliqueraient avant tout, soit par la culture nationale (Medrano, 2003) soit par les institutions socio-politiques nationales (Schmidt, 2002). Si de telles explications étaient correctes, les arguments utilisés par les deux associations altermondialistes devraient frapper par leurs différences plutôt que par leurs ressemblances. Le fait qu'elles se rapprochent autant dans leur contenu nous incite plutôt à penser qu'elles sont déterminées par autre chose que par les institutions ou la culture nationale. Les idées ne peuvent en effet être déterminées uniquement par elles-mêmes, il faut bien qu'elles proviennent de quelque part.

Un retour à Gramsci pourrait ici s'avérer utile. Comme nous l'avons dit au début de ce texte, la vision gramscienne des idéologies infléchit l'analyse marxiste matérialiste des phénomènes sociaux dans un sens plus superstructurel, puisque Gramsci redonne un rôle essentiel aux idées pour expliquer les évolutions sociales. Toutefois, sa vision demeure marxiste et donc continue de reposer sur un fonds matérialiste important. Il continue à penser que les facteurs causaux structurant sont les changements socio-économiques et, plus précisément, les changements affectant les rapports sociaux de production. Comme nous l'avons expliqué plus longuement dans notre première partie, on peut utiliser cette approche pour avancer dans l'explication des résistances altermondialistes à l'intégration européenne. Celles-ci seraient alors avant tout des réactions visant à défendre les couches sociales affectées négativement par l'évolution –renforcée par l'intégration européenne– vers un capitalisme débridé et

financiarisé. La critique de l'idéologie néolibérale dominante et la tentative de promouvoir des idéologies alternatives faisant partie intégrante de cette lutte sociale.

## Bibliographie

Amable, Bruno et Palombarini, Stefano (2005), « La constitution européenne et le modèle social européen : et maintenant l'Europe sociale-libérale ? », in Raveaud, Saïdi et Dauze (dir.), *Douze économistes contre le projet de constitution*, L'Harmattan.

Attac-Deutschland (2004), „Europa in schlechter Verfassung“, Stellungnahme von Attac Deutschland zum “Entwurf des Vertrags über eine Verfassung für Europa”, [http://www.attac.de/eu-ag/bilder/resolution\\_eu\\_verfassung.rtf](http://www.attac.de/eu-ag/bilder/resolution_eu_verfassung.rtf), 7 Mai.

Attac-Deutschland (2005a), „Nein zu diesem EU-Verfassungsvertrag; Ja zu einem sozialen, demokratischen und friedlichen Europa“ <http://www.attac.de/eu-verfassung/anzeige/>, 10 May

Attac-Deutschland (2005b), „Contribution of to the convention of Attacs of Europe for a European alternative“, <http://www.anothereuropeispossible.net>, December.

Attac-France (2002), « Autre mondialisation, autre Europe », Introduction, <http://www.france.attac.org/spip.php?article264>, Avril.

Attac France (2005), *Cette constitution qui piège l'Europe*, Ed. Mille et Une Nuits, Fayard.

Attac France (2005b), « Contre la privatisation et le pouvoir des multinationales », [http://www.france.attac.org/IMG/pdf/4PAGES\\_REVENDICATIONS\\_OMC.pdf](http://www.france.attac.org/IMG/pdf/4PAGES_REVENDICATIONS_OMC.pdf), October.

Attac France (2005c), *Constitution » européenne: ils se sont dit oui, Attac leur répond*, Ed. Mille et Une Nuits, Fayard.

Attac-France (2007), *Manifeste altermondialiste : Construire un monde solidaire, écologique et démocratique*, Editions Mille et une nuits, Fayard.

Azam, Geneviève (2005), « Politique budgétaire de l'Union : l'austérité budgétaire constitutionnalisée », [http://www.local.attac.org/attac92/article.php3?id\\_article=569](http://www.local.attac.org/attac92/article.php3?id_article=569), 15 Février

« Attac : qui sont ses adhérents », *Le fil d'Ariane*, mai 2002, enquête réalisée par des étudiants de l'Institut d'Etudes Européennes de l'Université de Paris 8

Bartolini, Stefano (2005), *Restructuring Europe. Centre formation, system building and political structuring between the nation state and the European Union*, Oxford University Press, Oxford

Bobbio Norberto (1996), *Libéralisme et démocratie*, Les Editions du Cerf, Paris.

Bourdieu, Pierre (2001), *Contre feux. Pour un mouvement social européen (tome 2)*, Préface, p 8, Editions Raison d'Agir

Brichet, Max (2003), « Le syndicalisme à l'épreuve du mouvement altermondialiste français », Colloque *Les mobilisations altermondialistes*, 3-5 décembre

Cassen, Bernard (2006a), « Démocratiser les institutions politiques européennes », <http://www.france.attac.org/spip.php?article6303>, 2 April.

Cassen, Bernard (2006b), Interview, « Nier la dimension nationale dans la construction européenne serait une illusion absolue », *La revue républicaine*, <http://www.revue-republicaine.fr/spip.php?article1252>, 14 octobre

Chevènement, Jean-Pierre (2005), *Pour l'Europe, votez non!*, Fayard.

Chapon, S., et Euzéby, C. (2002), « Vers une convergence des modèles sociaux européens ? », *Revue internationale de sécurité sociale*, 2

Combemale, Pascale (2003), *Introduction à Keynes*, Editions La Découverte.

Dräger, Klaus (2005), „Alternativen zur Lissabon-Strategie der EU. Europa braucht eine integrierte Nachhaltigkeitsstrategie“, *Widerspruch*, 48.

Dräger, Klaus (2005), „Alternativen zur Lissabon-Strategie der EU. Europa braucht eine integrierte Nachhaltigkeitsstrategie“, *Widerspruch*, 48.

Eberhardt, Pia und Alexis Passadakis (2006), „Die Konzernagenda in der WTO“, <http://www.attac.de/wto/post-honkong2.php>, 18 May.

Giegold, Sven (2005), « Un regard allemand sur le traité constitutionnel », <http://www.attac.fr>, 21 May.

Grunberg, Gerard (2007), « Position sociale, identités nationales et attitudes à l'égard de l'Europe. La construction européenne souffre-t-elle d'un biais élitiste ? », in Costa, Olivier, Magnette, Paul (Eds), *Une Europe des élites ?*, Bruxelles, Edition de l'Université Libre de Bruxelles

Habermas, Jürgen (2006), *Sur l'Europe*, Bayard.

Habermas, Jürgen (2001), « Pourquoi l'Europe a-t-elle besoin d'un cadre constitutionnel? » *Les cahiers de l'URMIS*, n°7, juin, Débat : « la nation, l'Europe, la démocratie »

Huffschmid, Jörg (2005), „Europäischer Fundamentalismus », <http://www.attac.de>.

Husson, Michel (2006), « Le levier eurolibéral », , <http://hussonet.free.fr/tombaa.pdf>.

Jobert, Bruno (Ed.) (1994), *Le tournant neoliberal en Europe*, L'Harmattan, Paris

Jobert, Bruno (2003), « Europe and the recomposition of national forums », *Journal of European Public Policy*, 10:3, June.

Karrass, Anne, Schmidt, Ingo (2004), *Europa: lieber sozial als neoliberal*, Attac-Basis Texte 11, VSA-Verlag Hamburg.

Keynes, John Maynard (1936), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Traduit de l'Anglais par Jean de Largentaye, Paris, Éditions Payot, 1942, livre VI, chap. 24, Edition électronique : <http://classiques.uqac.ca>.

Keynes, John Maynard (1931), « L'alternative : épargner ou dépenser ? », *The Listener*, 14 janvier 1931 (allocation radiodiffusée), repris dans *Essais sur la monnaie et l'économie. Les cris de Cassandra*, Editions Payot.

Keynes, John Maynard, (1933), « De l'autosuffisance nationale », *L'Economie Politique*, n° 31, juillet-août-septembre 2006, Quel patriotisme économique ? ». Texte original : « National Self-Sufficiency », *The Yale Review*, vol. 22, n°4, juin.

Klein, Angela (2003), « Absolutismus statt Demokratie », Newsletter Rundbrief, Attac-EU AG, [http://www.attac.de/eu-ag/bilder/newsletter\\_04.pdf](http://www.attac.de/eu-ag/bilder/newsletter_04.pdf), Décembre.

Petr Kopecky and Cas Mudde (2002), “The Two Sides of Euroscepticism. Party Positions on European Integration in East Central Europe”, *European Union Politics*, 3 (3).

Lacroix, Justine (2003), *Communautarisme versus libéralisme. Quel modèle d'intégration politique ?*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles.

Lehouck, Fanny (2005), *Agir avec Keynes*, Chronique Sociale, Lyon.

Frédéric Lordon (2005), « le mensonge social de la constitution. Le oui entre vaines promesses et imprécations », [http://www.france.attac.org/IMG/pdf/B21\\_-\\_Mensonge\\_social\\_-\\_Frederic\\_Lordon\\_-\\_29-04-05.pdf](http://www.france.attac.org/IMG/pdf/B21_-_Mensonge_social_-_Frederic_Lordon_-_29-04-05.pdf), 11 May.

Markell, Patchen (2000) "Making affect safe for democracy ? On 'constitutional patriotism'", *Political Theory*, vol.28 no1, Février.

Marx, Karl, Engels, Friedrich (1973), *Le Manifeste du Parti communiste*, Le livre de Poche (Classiques de la Philosophie), Librairie Générale Française, Paris.

Medrano Juan Díez (2003), *Framing Europe: Attitudes to European Integration in Germany, Spain, and the United Kingdom*, Princeton University Press.

Modigliani, F., Ceprini, M., (2003) « A misguided monetary policy at the basis of the European unemployment », in Mario Baldassari (Ed), *The New Welfare. Unemployment and social security in Europe*, Palgrave Macmillan, NY

Muller, Pierre (2000), « Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique : structures, acteurs et cadres cognitifs », *RFSP*, 55 (1) février.

Nikonoff, Jaques (2005), « La fin programmée de l'UE », *Le Monde*, 24 mai.

Nussbaum, Martha C. (1996), *Los limites del patriotismo. Identidad, pertenencia y 'ciudadania mundial'*, Paidós, Barcelona.

Orio, Lucien, Quiles Jean-José (1993), *L'économie keynésienne. Un projet radical*, Editions Nathan.

Piotte, Jean-Marc (1970), *La pensée politique de Gramsci*, Edition électronique : collection: "Les classiques des sciences sociales" réalisée à partir du même ouvrage, Montréal, Éditions Parti-Pris, 1970, Collection "Sociologie de la connaissance" dirigée par Lucien Goldmann, [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html)

Plihon, Dominique (2005), « La BCE, la politique monétaire et de change dans le projet de traité constitutionnel », 15 February, [http://www.local.attac.org/attac92/IMG/rtf/A6\\_CE\\_Pol\\_monetaire\\_Plihon\\_02-2005.rtf](http://www.local.attac.org/attac92/IMG/rtf/A6_CE_Pol_monetaire_Plihon_02-2005.rtf).

Ramaux, Christophe (2005), « La constitution européenne, la question sociale et l'intérêt général », dans, Raveaud G., Saïdi A., Sauze D.(dir.), *Douze économistes contre le projet de constitution*, L'Harmattan.

Raveaud, Gilles (2004), *Economie Politique de la Stratégie Européenne pour l'Emploi*, Thèse pour le doctorat de sciences économiques sous la direction de Robert Salais.

Renaut, Alain (2005), *Qu'est-ce qu'un peuple libre ? Libéralisme ou républicanisme*, Editions Grasset & Fasquelle, Paris.

Ricci, François (recueil) (1977), *Gramsci dans le texte*, Éditions sociales, Paris.

Saby, Bernard, Saby Dominique (2003), *Les grandes théories économiques*, Editions Dunod, Paris.

Schnapper, Dominique, (2001) « L'histoire, le temps et la démocratie », *cahiers de l'URMIS*, n°7, juin 2001, Débat : « la nation, l'Europe, la démocratie ».

Scharpf, Fritz (2002), "The European social model: coping with the challenge of diversity", *Journal of Common Market Studies*, 2002, vol. 40 (4).

Schmidt, Vivian A. (2002), « Europeanization and the mechanics of economic policy adjustment », *Journal of European Public Policy*, 9:6, December.

Paul Taggart (1998), "A touchstone of dissent: Euroscepticism in contemporary Western European party systems", *European Journal of Political Research* 33.

Paul Taggart et Aleks Szczerbiak (2003), “Theorising party-based euroscepticism: problems of definition, measurement and causality”, SEI Working paper No 69, European parties Elections and Referendums Network Working Paper No 12.

Paul Taggart and Aleks Szczerbiak (2004), « Contemporary euroscepticism in the party systems of the European Union candidate states of Central and Eastern Europe », *European Journal of Political Research*, 43.

André Tosel (1983), *Antonio Gramsci : Textes*, Edition électronique à partir du livre d’André Tosel, *Textes (1917-1934)*, Éditions sociales, Paris, « Les classiques des sciences sociales »  
Site web: [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html).

Van Apeldoorn, Bastian (2006), “The Lisbon Agenda and the Legitimacy Crisis of European Socio-Economic Governance: Beyond Embedded Neo-liberalism”, Paper presented at the 2<sup>nd</sup> Workshop of the Critical Political Economy Research Network of the European Sociological Association (ESA), “Beyond the Crisis of the European Project?”, 31 August- 2 Sept 2006, Vrije Universiteit, Amsterdam.

Van Apeldoorn, Bastian, (2002), *Transnational Capitalism and the Struggle over European Integration*, *RIPE Studies in Global Political Economy*, London and New York : Routledge.

Petr Kopecky and Cas Mudde (2002), “The Two Sides of Euroscepticism. Party Positions on European Integration in East Central Europe”, *European Union Politics*, 3 (3).